

Bruxelles, le 14 septembre 2003

**CONFERENCE MINISTERIELLE DE L'OMC : IL FAUT PLUS D'EFFORTS
SUR L'ACCES AUX MARCHES ET L'INVESTISSEMENT**

À la conférence ministérielle de l'OMC à Cancún, les pourparlers se poursuivent sur les grands enjeux commerciaux pour les entreprises européennes. La délégation de l'UNICE qui s'est rendue à Cancún y est active. Hier, 13 septembre 2003, l'OMC présentait un projet révisé de déclaration ministérielle : à ce stade des négociations, l'UNICE attend des améliorations sur l'accès aux marchés, l'investissement, les services et l'agriculture.

Concernant l'accès aux marchés des produits industriels, les entreprises européennes veulent une formule unique, simple, non linéaire, qui réduira les tarifs de manière adéquate dans tous les pays. Tous les pays peuvent en effet retirer des gains économiques majeurs d'une diminution tarifaire significative. L'industrie est préoccupée également par certaines exceptions prévues par le projet, qui permettront à des pays aux tarifs élevés d'échapper à leurs obligations de réduction tarifaire. Rien ne justifie que l'OMC récompense les pays aux tarifs élevés tandis que les autres membres de l'OMC – y compris de nombreux pays en voie de développement – sont appelés à abaisser substantiellement les tarifs.

Cancún ne peut se terminer sans lancer les négociations sur les quatre questions de Singapour, parmi lesquelles l'investissement et la facilitation des échanges sont des priorités pour les entreprises européennes. L'UNICE ne souscrit pas au report envisagé des négociations sur l'investissement et compte que les négociateurs de l'UE se battront pour le lancement de négociations à Cancún. Tous les pays ont en effet besoin d'investissements pour leur croissance future et, dans cette optique, un système fondé sur des règles pour le commerce et l'investissement est essentiel.

Les entreprises européennes attendent également davantage d'efforts sur les services, afin que les entrepreneurs puissent obtenir un accès à de nouveaux marchés. Les offres aujourd'hui sur la table ne suffisant pas, nous demandons qu'une échéance ferme soit fixée pour de meilleures offres de la part de tous les membres de l'OMC (l'UE comprise). Les services forment un secteur à croissance rapide, favorable à l'emploi et au commerce mondial.

Quant à l'agriculture, la proposition de l'OMC ne comporte aucune amélioration. La principale inquiétude des entreprises européennes concerne la concurrence à l'exportation : tous les membres de l'OMC doivent prendre des engagements équilibrés.

Il reste peu de temps, mais de nouveaux progrès restent possibles à Cancún pour une libéralisation substantielle du commerce et de l'investissement.

Note à l'éditeur

L'UNICE est le porte-parole de plus de 16 millions de petites, moyennes et grandes entreprises en Europe. Présente sur la scène européenne depuis 1958, l'UNICE compte aujourd'hui 35 membres, fédérations nationales de l'industrie et des employeurs de 28 pays, dont la mission première est l'amélioration de la croissance et de la compétitivité en Europe.